

ENSEMBLE POUR DES REGIONS A GAUCHE

SOLIDAIRES, ECOLOGIQUES ET CITOYENNES



... « Ensemble » avec les fonctionnaires en lutte !

LES SERVICES PUBLICS SONT LE CAPITAL DE CEUX QUI N'EN ONT PAS...

À l'appel de leurs organisations syndicales, les fonctionnaires sont dans l'action ce 21 janvier. La liste « Ensemble pour des régions à gauche » engagée dans la bataille des régionales, dans la continuité du Front de Gauche, et forte de la diversité des organisations et des personnalités qui la composent, soutient les personnels en lutte.

Face aux violentes attaques que subissent les services publics et la Fonction publique qui en est la matrice, il est urgent de dégager les voies d'une alternative crédible et réelle pour arrêter la casse en cours. En 2010 ce sont 34 000 emplois de fonctionnaires dont 16 000 enseignants qui vont disparaître. En trois ans, pas moins de 110 000 emplois de fonctionnaires auront été supprimés. L'Etat est le secteur qui aura mis en œuvre sur cette période le plan social le plus massif. **C'est inacceptable !**

Inacceptable dans une période de graves difficultés économiques et sociales où l'emploi est déjà de toute part attaqué avec une très forte recrudescence du chômage.

Inacceptable car la suppression d'emplois publics participe des choix d'un capitalisme ultra-libéral où seule compte la loi de l'argent et de la rentabilité financière, enfonçant chaque jour un peu plus notre pays dans une crise économique et sociale sans précédent avec des effets dévastateurs sur la population.

Inacceptable car avec la mise en cause des services publics c'est le reniement du pacte social républicain national fondé sur l'intérêt général et l'égalité d'accès de tous aux services publics

Inacceptable car derrière la disparition de fonctionnaires, ce sont des missions publiques essentielles qui sont attaquées, rognées, saccagées (Energie, Transports, Santé et Hôpital, la Poste, les Administrations Financières comme les Domaines, le Cadastre, les services de la Concurrence et de la Répression des Fraudes, l'INSEE ou les services culturels et les services publics territoriaux...) entraînant une perte considérable de connaissances et de compétences et

faisant peser des risques sur la sécurité et la santé de la population.

Inacceptable, enfin, car les services publics jouent un rôle à la fois social et environnemental majeur dans nos territoires, créent du lien de proximité, évitent la multiplication des déplacements et permettent le dynamisme des zones rurales.

Face à une exigence sans précédent de réponse à des besoins sociaux et environnementaux nouveaux, il est nécessaire d'engager une politique de reconquête, de développement et de modernisation des services publics.

Le devenir des services publics touche aujourd'hui à une question centrale recoupant un véritable choix de société.

Le capitalisme ultra-libéral ne se fixe pas un modèle de société solidaire, écologique et citoyen. Son objectif est la satisfaction des intérêts des actionnaires et autres financiers. Le rationnement de la dépense publique, qui va de pair avec la réduction de l'offre de services publics, est un axe majeur d'une politique qui n'a de cesse de vouloir toujours plus substituer les prélèvements financiers aux prélèvements sociaux sur la richesse créée.

Caractérisée par la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques) que le pouvoir souhaite étendre aujourd'hui à la fonction publique territoriale, cette logique s'incarne au plan européen dans la volonté d'ouverture du secteur public à la "concurrence libre et non faussée" touchant à des questions aussi cruciales que l'éducation, l'énergie, l'environnement, les transports, la santé, etc... Un tel principe interdit de fait aux citoyen-ne-s d'exercer un quelconque pouvoir de contrôle et de décision en ces domaines. Il participe à fragiliser la situation des ménages les plus modestes, les plaçant dans l'impossibilité d'accéder à des services essentiels au progrès humain.

Les candidat-e-s de la liste « Ensemble pour des régions à gauche » dénoncent et combattent une telle régression. Ils se prononcent pour l'intérêt général et la préservation des biens communs à l'abri des intérêts marchands et prédateurs du privé, le maintien à 100% public d'EDF, de la Poste ou encore de la SNCF, mais aussi le renforcement et le développement de services publics nouveaux (Eau, Logement social, Formation...).

La Région Rhône-Alpes est le premier maillon de la défense et de la mise en place de services publics essentiels à l'égalité républicaine, à la dignité humaine, au dynamisme de nos territoires et à une Région à gauche, solidaire, écologique et citoyenne !

Nous sommes bien décidé-e-s à porter le débat sur la mise en place d'un service public décentralisé d'aide à la personne, de maisons régionales de l'eau, d'un fonds régional pour l'emploi et la formation, articulé à un fonds national dans le cadre d'un large pôle public bancaire. Nous mettrons tout en œuvre pour nous opposer à la libéralisation des transports publics, particulièrement des T.E.R. prévu pour 2012. De tout cela, nous discuterons avec l'ensemble des citoyen-ne-s au cours de débats publics et citoyens partout dans notre département. Les services publics appartiennent au peuple, c'est à nous tou-te-s de décider !

Ne pas jeter sur la voie publique